



LA VOIX DES TRAVAILLEURS

Mensuel révolutionnaire internationaliste édité par l'O.T.R

Organisation des Travailleurs Révolutionnaires

(Union Communiste Internationaliste)

Contre le pouvoir des riches et des possédants, quelle que soit l'étiquette politique du gouvernement qui les représente.

Contre les bandes armées légales ou illégales, toutes hostiles aux classes exploitées.

Pour le pouvoir démocratique des travailleurs des villes, des campagnes et des paysans pauvres.

Pour le contrôle de la production, du grand commerce, des terres et des banques par les ouvriers et les paysans pauvres et pour la répartition égalitaire des biens entre tous.

Pour le combat contre l'impérialisme par la lutte de classe des prolétaires.

Pour un parti mondial de la révolution socialiste.



« An nou konte sou fòs nou »

12 octobre 2022

N° 298

Prix: 15 gourdes

EDITORIAL

LE SALUT VIENDRA D'EN BAS, DES MASSES !



De jour en jour les classes possédantes via leurs bandes armées diverses et leurs valets au gouvernement rendent le pays invivable, en particulier pour l'écrasante majorité pauvre de la population. Envolée spectaculaire des prix, vie de plus en plus chère, fermeture en série d'entreprises, brutale aggravation de la misère, etc. Tous les indicateurs sont au rouge. S'ajoute le confinement forcé chez soi à cause de la pénurie de carburant, de la tyrannie des gangs, des violences de toutes sortes, enlèvements en série, assassinats, etc. La population est sonnée et désemparée. Au cœur de ce chaos, les autorités en appellent à une intervention étrangère et les puissances occidentales comme les Etats-Unis et la France – dont la responsabilité est lourde dans cette situation — se posent en sauveurs. Mais l'histoire, les faits et expériences ont déjà prouvé que le salut ne vient jamais d'en haut ni de l'extérieur mais d'en bas, des masses, du feu de la révolte populaire qui couve.

En effet, sont rapportées plusieurs initiatives de résistance dans différents départements du pays où les populations ont refoulé les tentatives d'installation de bandits. Les cas les plus récents remontent notamment au 3 octobre dernier quand les riverains de la Croix Saint-Joseph, deuxième section communale de Port-de-Paix, ont lynché le chef de gang Erick Prophète ainsi que ses 7 soldats dont il a révélé lui-même les noms sous la pression des habitants en colère.

À Thomonde, dans le département du Centre, du 8 au 15 octobre, des riverains sont partis aux troussees de 4 criminels qui opéraient dans la commune. Ils n'ont pas survécu à la colère de la foule. Dans les départements du Sud, du Sud'est, dans le Nord'ouest, dans l'Artibonite, etc. les réseaux sociaux et la presse officielle ont rapporté de nombreux autres cas de déchouquage de bandits qui sévissaient dans une zone ou qui cherchaient à s'y installer.

Sur un autre terrain, la zone industrielle, des travailleurs du Parc Sonapi (Building 17 et 1) se sont mobilisés pendant le mois d'octobre pour protester contre des mesures réactionnaires des

patrons en vue de faire valoir leurs droits dans cette période de crise.

Même isolées, ces contre-offensives de la population incarnent l'espoir et indiquent la voie à suivre. C'est vers elles qu'il faut tourner le regard. Ces étincelles de révolte doivent être maintenues et sans cesse ravivées. Nul ne sait quand elles se transformeront en un feu ardent qui embrasera les cœurs, partout à travers le pays, comme cela avait été le cas en 1986 lors de la grande mobilisation populaire qui avait eu raison de la dictature sanguinaire des Duvalier.

Les classes populaires représentent une force capable d'ébranler les fondements des structures qui étouffent le pays. C'est un rouleau compresseur qui peut écraser sur son passage tous ceux qui se dressent contre le bien-être de la collectivité.

Mais toutes les propositions de sorties de crise envisagées par le personnel de la bourgeoisie excluent bien évidemment l'intervention des masses. Or ce sont elles, et elles seules qui peuvent offrir un avenir meilleur à la population en mettant hors d'état de nuire la douzaine de familles riches du pays, les gangs armés, et toute la racaille politique. La seule planche de salut réside dans cette voie !■

SOMMAIRE

Editorial

⇒ Page 1

- Le salut viendra d'en bas, des masses !

Leur société

⇒ Page 2

- L'Etat des gangs !
- Les gangs : une question de vie ou de mort !
- Résurgence de l'épidémie de choléra en Haïti

⇒ Page 3

- Rencontre sur l'épidémie de choléra dans un bidonville
- La pénurie d'eau dans les quartiers pauvres

Dans les entreprises

- Zone industrielle : révocations massives
- Attitude des patrons de la sous-traitance par rapport à la crise
- SONAPI-MGA (#17) : Débrayage des ouvriers

⇒ Page 4

- PAWÒL TRAVAYÈ : Ouvriye # 17 Sonapi nan batay !

Dans l'international

- Intervention militaire : ni la peste ni le choléra !

Nous contacter

LA VOIX DES TRAVAILLEURS

vdtravailleurs@yahoo.fr

B.P 2074, Port-au-Prince, Haïti

Tel : (509) 37 40 02 23

Dépôt légal à la Bibliothèque nationale: 89-12-308

L'ÉTAT DES GANGS !

Les gangs se transforment depuis quelque temps en une forme d'État embryonnaire à la faveur de la déconfiture progressive de l'appareil d'État officiel. En Haïti, désormais, c'est le temps de la dictature des gangs. Leur déchouquage pour les mettre hors d'état de nuire ne dépend que des masses en colère.

Auparavant, les bandes armées ne formaient que des groupuscules isolés çà et là, chacune à la solde d'un homme d'affaires, d'une personnalité politique ou d'un membre influent de l'appareil étatique.

Depuis tantôt deux ans, elles sont petit à petit devenues des entités de plus en plus organisées, si bien qu'elles se substituent même à l'État central, travaillant surtout pour leur propre compte. Elles s'approprient une à une ses caractéristiques et ses fonctions. En effet, les bandes armées contrôlent chacune à présent un espace géographique sur lequel l'État central n'a aucune emprise. La population dudit espace subit au quotidien la loi de ces hors-la-loi, toute force policière ou judiciaire étant préalablement chassée ou neutralisée.

Dans ces zones dites de non-droit, les commissariats sont abandonnés par les

policiers qui n'ont pas pu résister aux assauts des bandits..

Disposant d'armes de tous calibres et de munitions à volonté, les bandes armées exercent leur force de nuisance dans l'espace usurpé. Propriétaires de grandes et moyennes entreprises, travailleurs autonomes, commerçants, détaillants, petits marchands, etc., tous participent - sous peine de perturbation de leurs activités, ou pire d'exécution sommaire - à la collecte périodique du gang qui sévit dans la région. Pour augmenter leurs rentes, les gangs s'adonnent non seulement au kidnapping, leur sport favori, mais aussi à l'installation de péages routiers sur les principaux axes routiers interdépartementaux.

Outre la perception d'impôts, les gangs installent également leur propre appareil

judiciaire et remplacent les collectivités territoriales déjà dysfonctionnelles.

Et voilà ces groupes revêtus des caractéristiques d'un État : territoire, population, force répressive et machine à collecter de l'argent. Comment ne pas y ajouter une reconnaissance voilée de la diplomatie internationale, compte tenu des yeux doux de M. Gutierrez et de Mme Lalime à l'endroit du G9.

Ces caïds ne se trouvent qu'à un pas de prendre le contrôle de l'appareil étatique et de s'y substituer officiellement en s'offrant un leader incontesté qui incarne leurs ambitions.

À la lumière des initiatives récentes de déchouquage de gangs dans le Nord-ouest, le Sud, l'Artibonite, il est clair que seules les masses pauvres en colère peuvent stopper la dangereuse ascension des groupes armés et les mettre hors d'état de nuire. ■

LES GANGS : UNE QUESTION DE VIE OU DE MORT !

Au sein de la diplomatie internationale, les discussions et tractations autour de l'envoi d'une force d'intervention militaire en Haïti se poursuivent. Pendant ce temps, les bandes armées prolifèrent à travers le pays et intensifient la terreur dans les quartiers par des fusillades, des enlèvements collectifs contre rançon, des viols, des pillages et incendies de maisons.

Comme s'ils avaient des délais et des quotas de cadavres et d'otages à respecter, les gangs ont appuyé avec rage sur l'accélérateur de l'insécurité pendant ce mois d'octobre. Les fusillades et les kidnappings se sont multipliés à un rythme vertigineux. Le samedi 29 octobre, 5 cadavres humains ont été découverts tôt le matin à Juvénat, près de l'école américaine « Union School ». À Bon Repos, au Nord-est de la capitale, le 21 octobre dernier, 7 personnes ont été criblées de balles et plusieurs autres grièvement blessées. Le samedi 15 octobre, à Laboule 12, six personnes ont été froidement abattues et de nombreuses autres blessées après une fusillade orchestrée par des individus portant les uniformes de la police. Des cadavres, gisant dans leur sang, sont trouvés un peu partout dans la capitale,

particulièrement dans les parages des quartiers chauds. Les affrontements entre gangs rivaux font également leur lot de cadavres et de blessés au sein de la population.

Pendant ce mois d'octobre, les enlèvements contre rançon se font en série et de façon collective. Généralement, les bandits braquent des véhicules privés avec 3, 4 passagers ou des bus de transport en commun avec des dizaines de passagers. Les réseaux sociaux rapportent chaque jour plusieurs cas de kidnapping et les otages restent souvent plusieurs semaines en captivité dans des conditions exécrables parce que les rançons exigées sont énormes.

Outre les victimes de ce déchaînement de violences, ce sont des centaines de familles qui ont dû déménager, parfois sans destination précise, pour fuir la furie des caïds. Ce sont,

par ailleurs, des millions de personnes de la capitale qui risquent d'être asphyxiés par les bandits suite au blocage des routes nationales, des ports, du terminal pétrolier, entraînant une dégradation brutale des conditions de vie de la population, l'aggravation de la misère, de la faim, etc.

Les bandits livrent une vraie et une sale guerre aux classes pauvres. C'est une question de vie ou de mort. Les habitants des quartiers populaires ont les moyens, collectivement, de tout savoir des gangs, de leur organisation, de leurs lieux de détention ou de cache d'armes, en vue de les terrasser et de les empêcher de nuire. etc. L'histoire d'Haïti regorge d'exemples dans ce sens, comme les nombreuses initiatives récentes et actuelles de résistance aux gangs à travers le pays. Mais pour l'instant, il manque l'organisation et le plan d'ensemble. ■

RÉSURGENCE DE L'ÉPIDÉMIE DE CHOLÉRA EN HAÏTI

Elle est la conséquence directe de la détérioration des conditions de vie des masses populaires depuis plus de deux ans. Après trois ans sans aucun cas de choléra en Haïti, le Ministère de la Santé publique et de la population a annoncé la détection d'un cas de choléra le premier octobre dernier dans la Capitale et depuis l'épidémie se propage à la vitesse V, faisant de nombreuses victimes dans les couches déshéritées de la population.

Selon des chiffres officiels du gouvernement publiés le 28 octobre 2022, le choléra est responsable de 1642 hospitalisations pour un total de 52 décès, rien qu'en un mois. Les enfants de moins de 15 ans sont particulièrement touchés. Mais ces chiffres ne reflètent pas la réalité de l'impact de la maladie au sein de la population. La majorité des structures sanitaires sont fermées à cause de la rareté du carburant, les routes sont bloquées, les personnes atteintes développent la maladie chez elles et ne rentrent pas dans les statistiques du MSPP et des ONG.

Les conditions de vie des habitants des quartiers populaires et dans le pays en général n'ont pas cessé de se détériorer depuis ces deux dernières années. La multiplication des activités des gangs armés

a assombri une situation qui était déjà catastrophique pour les plus démunis.

Même en temps normal, les habitants des quartiers pauvres ne reçoivent aucun service de base. Il n'y a pas d'assainissement. Au milieu des flaques d'eau nauséabonde, des piles d'immondices s'amoncellent à chaque coin de rue. Lieux favorables à l'éclosion et à la multiplication de toutes sortes de bestioles, on y trouve des rats, des chiens, des mouches, des porcs qui disputent l'espace vital aux humains.

Il est rare d'y trouver des latrines. Pour se soulager, les habitants défèquent dans des sachets en plastique, dans des morceaux de papier qu'ils balancent ensuite sur les piles d'immondices ou à la mer, près des côtes.

L'eau potable est une denrée rare.

Devenue extrêmement chère, une famille de plusieurs personnes n'a le plus souvent à sa disposition qu'un bidon d'eau pour toute une journée.

Les conflits entre gangs rivaux qui se déroulent dans ces quartiers provoquent beaucoup de déplacements de la population. Dépouillés de peu qu'ils avaient, ces habitants sont allés grossir d'autres bidonvilles qui étaient en train d'exploser ou se sont installés sur des places publiques, des terrains vides. Extrêmement fragilisés, ces gens deviennent la proie facile de toutes sortes d'organismes parasites qui ne demandent pas mieux.

La résurgence de l'épidémie est une nouvelle calamité à laquelle la population doit faire face. Pour s'en sortir, elle ne peut compter que sur elle-même, sur sa clairvoyance et sur sa mobilisation. ■

LA PÉNURIE D'EAU DANS LES QUARTIERS PAUVRES

Comme dit le dicton, l'eau c'est la vie. Essentielle dans les tâches ménagères, l'entretien des foyers et la consommation, elle est un bien indispensable dans le quotidien. Pourtant les quartiers pauvres en sont de plus en plus privés. À l'heure où les autorités signalent la résurgence du choléra, cette pénurie d'eau débouchera sur une catastrophe dans les quartiers pauvres.

Faute d'un système de distribution d'eau potable dans les quartiers, la population pauvre est obligée de s'en procurer chez des particuliers qui disposent des réservoirs qu'ils remplissent avec des camions. Le prix du seau de 5 gallons varie entre 15 à 25 gourdes. Cependant depuis deux mois cette eau non traitée est devenue

rare. Et là où elle est disponible, elle est chère. Un seau peut coûter jusqu'à 75 gourdes dans certaines zones.

Les compagnies qui exploitent l'eau de la nappe souterraine depuis la crise du carburant avaient augmenté le prix des camions

citernes. Et le prétexte a été les routes coupées ou barricadées empêchant la circulation des véhicules. Dans certaines zones, il faut faire des kilomètres pour trouver de l'eau. Souvent la population se rabat sur l'eau de pluie. C'est une situation insupportable pour les masses pauvres. D'autant plus que la résurgence du choléra fait planer le risque d'une catastrophe humanitaire. ■

DANS LES ENTREPRISES

ZONE INDUSTRIELLE : RÉVOICATIONS MASSIVES

Depuis environ 7 mois, beaucoup de patrons de la zone industrielle, notamment ceux de la sous-traitance, ferment progressivement les portes de leurs entreprises. Dans les rares qui continuent à fonctionner, les patrons font vivre un calvaire aux ouvriers.

Selon les estimations de l'Association des Industries d'Haïti, près de 100 000 emplois directs et près d'un million d'emplois indirects sont impactés par la crise actuelle. Digner Manufacturing SA a annoncé le 3 novembre 2022 qu'elle mettait en disponibilité sans solde 1700 ouvriers. Le 30 septembre dernier, la direction du Parc industriel CODEVI, dans le Nord-est, a annoncé le renvoi de 4000 ouvriers.

Au Parc industriel Sonapi, en seulement deux mois (septembre et octobre), plusieurs usines comme Horizon, Go Haïti de Richard Coles, Wilbes S.A, ont fermé leurs portes. Avant eux, cela fait déjà 1 an, le patron de l'usine Valdor à Tabarre 27 a subitement cessé ses activités sans dédommager les travailleurs qui jusqu'à présent n'ont rien reçu.

Avec la crise qui perdure et qui tend à s'aggraver de plus en plus, d'autres usines comme Haïti Premier Appareil S.A, propriété de Charles Henry Backer, Fair way sur la route de l'aéroport ou des entreprises sises au Parc industriel Sonapi telles que Hansae, Wilbes, Lorsa, MBI, MGA, ont déjà renvoyé plus de 70 % de leurs effectifs. Dans d'autres usines comme la SISA à Clercine, le Premium Appareil S.A à Frères Simons et GMC de Apaid les ouvriers travaillent en rotation. À GMC, propriété de la famille Apaid, les ouvriers ont été renvoyés chez eux sans solde pendant deux mois. À Premium Appareil, après avoir passé plus d'une semaine chez eux, les ouvriers ont travaillé pendant 3 jours et ont été renvoyés par la direction jusqu'à nouvel ordre.

Cette situation des usines dans la zone industrielle met les travailleurs dans

l'incertitude, eux qui peinent à joindre les deux bouts et qui vivent au jour le jour. Ils sont en train de faire les frais d'une crise causée par l'irresponsabilité de l'État et la cupidité de la bourgeoisie.

Il est anormal que les patrons gagnent chaque jour des bénéfices colossaux et qu'au moindre souci ce sont les plus démunis qui encaissent le choc, alors que ce sont eux qui travaillent inlassablement chaque jour.

Dans cette crise qui fait sombrer de plus en plus les classes laborieuses dans le gouffre de la misère, il est un impératif pour elles de prendre des initiatives, avec leurs propres revendications, sous leur propre drapeau, afin de faire entendre leur voix et ce, par tous les moyens à leur portée. ■

ATTITUDE DES PATRONS DE LA SOUS-TRAITANCE PAR RAPPORT À LA CRISE

En février dernier, après l'ajustement du salaire minimum à 685 gourdes, certains patrons ont licencié plusieurs milliers de travailleurs, comme d'habitude après chaque relèvement salarial. D'autres ont choisi de fonctionner suivant un horaire tel que, sur une quinzaine de jours de travail, certains ouvriers ne travaillent que 2 ou 3 jours. Lors de la paie, les patrons prélèvent malgré tout les taxes habituelles calculées sur trente jours. Il ne reste qu'une pitance, largement insuffisante, pour subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille.

C'est la grogne générale dans les entreprises. Les ouvriers n'ont pas suffisamment de moyens pour payer la

nourriture, la tontine, etc. Le plus dur, pour la majorité, est de pouvoir honorer leurs dettes envers les usuriers.

Avec l'augmentation des prix du transport en commun due à la rareté de carburant, les ouvriers paient jusqu'à 500 gourdes pour aller et venir au travail. Chaque jour, on peut constater des centaines de travailleurs qui font la route à pied, dans le but d'économiser quelques gourdes. Malgré tout, ceux qui arrivent en retard sont renvoyés, et certains patrons exigent de fermer les portes des usines très tôt comme ils le faisaient avant la crise actuelle. Les ouvriers qui doivent traverser des zones occupées par les gangs et qui ont des difficultés à se rendre au travail

pendant 3 ou 4 jours sont révoqués par la direction.

Depuis 7 mois, les ouvriers attendent impatiemment une subvention annoncée par le gouvernement. Alors que le coût de la vie ne cesse d'augmenter et dépasse largement les 20% de taux d'inflation, les ouvriers devraient recevoir du gouvernement un ajustement urgent du salaire minimum et du patron, des primes de risque. Mais non, ils obtiennent les révocations massives pour aller crever de faim avec leur famille.

Voilà pourquoi cette classe sociale est nuisible au développement de la société et doit être renversée. ■

SONAPI-MGA (#17) : DÉBRAYAGE DES OUVRIERS

Les ouvriers du bâtiment 17 de l'usine MGA, une entreprise de textile de la Sonapi, ont débrayé pendant 2 jours, les 13 et 14 octobre dernier. Ils protestaient contre la direction qui voulait leur imposer un ensemble de mesures absurdes alors qu'ils font face à une situation déjà difficile. Il a été décidé par exemple que :

La direction considèrera comme coupables d'abandon les ouvriers qui ne se rendent pas à leur poste de travail pendant trois jours suivis.

Les portes de l'usine seront fermées aux retardataires.

La production, qui d'habitude était contrôlée sur la table des modules, le sera jusqu'à l'emballage.

Le nombre des travailleurs a été réduit

par suspension ou révocation.

Pendant cette crise, pour se présenter à leur poste de travail, les travailleurs bravent toutes sortes de dangers. Les prix du transport ayant augmenté, ils sont obligés de se rendre au travail à pied. La majorité d'entre eux habitent dans des endroits très éloignés de la zone industrielle tels que Onavil, Canaan, Croix-des-Bouquets, Martissant, etc. Sur la route, ils sont rançonnés, battus et les ouvrières sont souvent victimes de viols. Malgré toutes ces calamités qu'endurent les ouvriers, le patron n'hésite pas à prendre des décisions insensées pour faire tourner son entreprise, sans tenir compte des soucis de ses employés.

C'est dans ce contexte que les travailleurs se sont mobilisés pendant 2 jours pour contre-attaquer en mettant en avant les revendications suivantes :

Tant que dure cette crise, aucun ouvrier absent après 3 jours ne doit être considéré comme coupable d'abandon.

Les portes de l'usine doivent rester ouvertes jusqu'à 10 heures.

La production doit être contrôlée sur la table des modules

Pas de renvoi définitif sous aucun prétexte

Le patron doit payer les jours pendant lesquels les ouvriers ont été renvoyés chez eux.

Ce débrayage montre bien que les travailleurs de l'usine MGA-bâtiment 17 ne se laissent pas faire malgré la crise qui les frappe de plein fouet. Que leur mouvement serve d'exemple à tous les travailleurs des autres usines parce qu'ils partagent tous les mêmes préoccupations et les mêmes revendications ! ■

PAWÒL TRAVAYÈ

OUVRIYE # 17 SONAPI NAN BATAY !

Jou ki te 13 ak 14 oktòb 2022 ki sot pase yo, ouvriyèz ak ouvriye nan nimewo 17 pak Sonapi te kanpe travay. Yo tap mande pou direksyon an retounen sou yon bann desizyon degrenngòch tankou :

Depi yon ouvriye pèdi 3 jou travay, yo konsidere l kòm abandon

Depi yon ouvriye anreta, yo fèmen ou deyò

Mayo ki te konn kontwole sou tab modil yo, se nan final yo dwe kontwole

Yo vle diminye kantite ouvriye kap travay yo

Depi pwoblèm gaz la, se yon kalvè pou tout ouvriyèz ak ouvriye kap vin travay apye. E anpil nan yo abite lwen tankou Kanaran, Kwadèbouke, Matisan elatriye... Yo sibi gwo zak maspinay sou chimen pou vin travay. Bandi dechèpiye yo, vyole yo, bat yo. Se nan moman sa a, manb direksyon yo chwazi pran yon dividal vye desizyon ki pa kadre ak reyalite yap viv la.

Konsa, yo te kanpe travay pandan 2 jou. Men repons yo bay direksyon an:

Nan peryòd kriz la pa dwe gen zafè abandon

Pòt izin nan dwe rete louvri jiska 10 zè

Mayo yo dwe kontwole sou tab modil yo jan sa te konn fèt,

4. Pa dwe gen voye ale.

5. Patwon yo dwe bay ouvriye yo lajan pou yo jere peryòd kriz la.

Yon gwo kout chapo pou ouvriye 17 yo ! An nou suiv bèl egzanzp sa a paske lòt izin yo gen menm revandikasyon yo.

Bouch an bouch yonn di lòt

Mekredi 18 oktòb 2022

OTR-UCI

DANS L'INTERNATIONAL

INTERVENTION MILITAIRE : NI LA PESTE NI LE CHOLÉRA !

Répondant aux appels du pied du secrétaire général des Nations unies et de l'Administration américaine, le Premier ministre haïtien a officiellement fait la demande de l'envoi « d'une force spécialisée armée en quantité suffisante pour stopper sur toute l'étendue du territoire la crise humanitaire causée, entre autres, par l'insécurité résultat des actions criminelles des gangs armés et de leurs commanditaires ». Le décret pris à la hâte a été promulgué dans le journal officiel du pays, « Le Moniteur », le 7 octobre 2022.

État failli, Haïti est depuis deux ans la république des gangs armés criminels, des bandits sans foi ni loi qui font régner la terreur sur leur passage. Les autorités officielles encore en place, la classe politique, les élites économiques sont reléguées au rang de fantômes obligés de boire le calice jusqu'à la lie.

Les monstres qu'ils ont créés pour asservir les masses exploitées sont devenus incontrôlables. Les gangs criminels, en effet, ne se contentent pas de réprimer les masses populaires par les massacres, les vols, les viols, etc, mais leurs actions sapent chaque jour les prérequis minimaux du fonctionnement d'un État. La justice est par terre, la Police dont on dit que nombre de ses membres font partie des gangs ne représente plus rien aux yeux des bandits. Les ministres du gouvernement fonctionnent dans la clandestinité. Mais les capitalistes savent aussi s'accommoder de ces bourbiers.

L'asphyxie est presque totale. La libre circulation des biens et des personnes d'une région à une autre voire à l'intérieur d'une ville du pays est suspendue. À quelques encablures de l'aéroport international, un gang sévit. La majorité des

petites et grandes entreprises sont fermées. Les crimes crapuleux, tous plus odieux les uns que les autres, sont légion. Aussi rocambolesque soit-elle, cette situation est le résultat de la politique mise en place par les classes dominantes pour soutirer le peu de richesse que produit le pays.

Si intervention militaire des USA il y aura, ce ne sera pas pour mettre fin à l'exploitation de la classe ouvrière et des masses populaires. Pas plus qu'en Haïti, de nombreux pays dans le monde ont connu des interventions militaires impérialistes dans l'histoire de leur pays : Afghanistan, Irak, Mali, Centrafrique, etc. Loin de s'améliorer, la situation de misère des masses populaires de tous ces pays n'a fait que se détériorer au fil des années. La gestion capitaliste permanente de ces pays ainsi que les vaines tentatives de résolution de ses crises sont à rejeter.

Aux millions de travailleurs, de djobeurs, de petites marchandes de rues qui, tout en vouant une haine implacable aux classes riches haïtiennes, aux politiciens, aux gangs qui les ont amenés à la situation actuelle, ne rêvent que par cette intervention militaire pour leur apporter ne serait-ce qu'un répit, qu'ils sachent que l'impérialisme ne fait jamais de cadeaux



Intervention américaine, Haïti 1915

aux travailleurs et aux masses populaires.

Leur libération passera par leur capacité à s'organiser, se mobiliser, à se mettre en lutte pour détruire le système qui a accouché de l'infamie des gangs armés et de l'exploitation des classes riches. Ce sera l'œuvre de la classe ouvrière aux côtés de ses frères de classes, les paysans pauvres et le reste des classes exploitées. Ceci ne se fera pas à l'échelle nationale, mais dans la planification du combat au niveau international.■

POUR DÉFENDRE UNE POLITIQUE CORRESPONDANT À LEURS INTÉRÊTS DANS LES ÉVÉNEMENTS ACTUELS, COMME DANS LES LUTTES À VENIR, LA CLASSE DES PAUVRES A BESOIN D'UN PARTI RÉVOLUTIONNAIRE.

TRAVAILLEURS DES VILLES ET DES CAMPAGNES, JOBEURS, CHÔMEURS, INTELLECTUELS, JEUNES DÉCIDÉS À SE METTRE AU SERVICE DES PAUVRES, PARTICIPEZ À LA CONSTRUCTION D'UN PARTI OUVRIER RÉVOLUTIONNAIRE.

CONTACTEZ NOS MILITANTS, FAITES CIRCULER LES IDÉES ET LE MATÉRIEL DE L'ORGANISATION, DEMANDEZ VOTRE ADHÉSION.